African Dream entrepreneurial. La re-colonisation de l'Afrique par la diaspora ?

Rédigé le 27 décembre 2018 par : Mireille-Tsheusi Robert

Depuis une petite dizaine d'années, l'esprit d'entreprise est promu sur les réseaux sociaux et les blogs belgo-africains.

La résurgence de cette thématique et sa promotion par les politiques publiques ne sont certainement pas étrangères au taux de chômage au sein de certains groupes tels que les personnes d'origine étrangère et les NEET[1]. Rapidement, entreprendre est devenu à la mode chez les premières et secondes générations issues du continent africain et le monde associatif s'est adapté à ses nouveaux enjeux. Aux côtés des structures d'accompagnement

à l'emploi tel que Job@Ubuntu, les initiatives pour révéler les talents entreprenariaux sont nombreuses : « Trouve Ta voie » de l'asbl Union, « Afropreneur Belgium » de l'asbl Racines Africaines, etc. Mais quelles sont les spécificités de cette entrepreneuriat afrobelge ? L'une d'entre-elle semble prééminente, c'est la trans-nationalité de l'entrepreneuriat, en particulier en lien avec les pays africains.

« BXL Diversity Booster », une recherche pour comprendre

En 2017, les associations BePax et Bamko ont mené une recherche-action dénommée « BXL Diversity Booster »[2] qui visait l'empowerment de jeunes afro-descendants ainsi que l'étude de leurs besoins et difficultés spécifiques. Cette recherche a notamment montré que la question de la confiance est au centre du processus entrepreneurial. En effet, ayant été socialisé dans un environnement où ils ont déjà vécu une certaine discrimination raciale, la seconde génération afro-descendante peut parfois se montrer méfiante face au double risque que représentent le projet entrepreneurial d'une part – qui est parfois vécu comme un saut dans le vide – et d'autre part les discriminations dans le cadre de prêts bancaires notamment. Vu l'expérience d'autres afro-descendants qui n'ont pu compter que sur eux-mêmes, sur le plan financier par exemple et, compte tenu de leur couleur de peau, les futurs entrepreneurs se demandent si les banques, les clients, les fournisseurs ou encore les bailleurs leurs feront confiance. En effet, il est avéré qu'une personne d'origine étrangère éprouve plus de difficultés à trouver un logement[3][4], il est dès lors légitime d'appréhender le moment où l'entrepreneur devra louer un local pour développer son activité. Mais les jeunes rencontrés dans le cadre de cette recherche se montrent positifs et innovants pour s'adapter et contourner ces difficultés. Tandis que les uns évoluent sur internet d'autres travaillent à domicile ou développent des niches dites ethniques. Mais la plupart rêvent d'aller, de retourner voire de s'installer définitivement en Afrique afin d'ouvrir leur business.

L'entrepreneuriat prend une résonnance particulière chez les belgo-africains car c'est un processus qui vise à sortir d'une précarité résultant du racisme et de la discrimination belge. Selon une étude de la Fondation roi Baudouin[5], malgré le fait que 60% des afro-belges aient fait des études supérieures, leur taux de chômage est quatre fois plus élevé que le reste de la population belge (Demart et all. 2017). L'enjeu est donc de taille pour une

composante qui prend conscience d'elle-même et des rapports post-coloniaux.

La re-colonisation de l'Afrique par la diaspora ?

Contrairement au concept de « Rêve américain »[6] plutôt individualiste et qui rompt avec les pays d'où sont originaires les « dreamers », « l'African dream »[7] vise d'emblée une émancipation collective de la diaspora et/ou des collectivités locales africaines. Et ce, tout en (re)connectant les entrepreneurs avec leur culture africaine d'origine. L'idée est aussi de responsabiliser la diaspora afin qu'elle donne « une bonne image de l'Afrique » dans son pays occidental d'adoption ou de naissance. Dans la diaspora, beaucoup considèrent qu'un « afropreneur[8] » se doit d'être utile au continent africain ou du moins, à son pays d'origine et qu'il doit aussi représenter une plus-value pour la diaspora en comblant des carences spécifiques. C'est le cas de cette créatrice de livres pour enfants qui fabrique des poupées afro-descendantes[9], répondant ainsi à la demande de nombreux parents qui ne trouvent que peu de choses comparables dans le circuit commercial habituel.

Parallèlement à cette première forme d'entreprenariat qui se développe sur le sol belge et qui use et abuse des marchés de niche, il y a les entreprises transnationales ou celles qui s'installent complètement dans les pays africains. Cette catégorie d'entreprises doit faire face à de vives critiques. Les entrepreneurs sont accusés de se comporter comme de « nouveaux colons », venus d'Europe pour « sauver » l'Afrique d'elle-même. Le processus est décrié mais les comportements aussi : certains afro-belges dénoncent aussi une mentalité et des réflexes européens de la part de jeunes socialisés ou nés en Belgique (« bounty »[10]) et qui souhaitent lancer leur business en Afrique. Cette critique peut émaner des entrepreneurs africains (n'ayant aucun lien avec l'Europe), qui connaissent aussi un développement exponentiel, en témoigne le court-métrage « Afropreuneur »[11] (2015), des voix s'élèvent aussi en Belgique. Lors d'un forum en *non-mixité* qui s'est tenu à Bruxelles le 22 août 2017 sur l'entrepreneuriat de femmes belges et afro-descendantes, une participante à la fois huée et applaudie lors de son intervention, s'explique :

« *Excusez-moi, je ne veux pas gâcher l'ambiance mais quand même, vous réfléchissez comme les Blancs en voulant toujours comparer l'Afrique à l'Europe. La première intervenante qui a parlé a dit que son plus gros souci c'est le gouvernement corrompu et le*

« retard d'internet » (de son pays d'origine). Comme s'il n'y a avait pas de corruption en Belgique ?! Et puis, si internet pose trop de problèmes, peut-être que c'est votre idée de business qui n'est pas adapté aux besoins locaux. Alors faites win-win et travaillez à développer un réseau de communication internet plus fluide au lieu de vous plaindre ici et de contribuer à donner une mauvaise image de l'Afrique (applaudissements, la modératrice l'empêche de continuer). Mais je n'ai pas fini, laissez-moi terminer, je sais qu'il y a des tabous, des choses que vous ne voulez pas entendre. Vous voulez aider l'Afrique ? Alors commencez par créer des entreprises de droit congolais et non de droit belge, parce qu'on sait où vont vos impôts ! ». (Une participante afro-belge d'une trentaine d'années.

C'est donc notamment sur base d'une certaine forme de « culpabilité bounty », face aux critiques de (re)colonisation de l'Afrique par la diaspora, que s'est formée une certaine culture de l' « afropreneuriat » belge[12]. Bon nombre d'entrepreneurs veulent entreprendre pour eux-mêmes mais aussi pour « sauver » les autres africains et afro-descendants de la précarité ainsi que pour leur permettre de revaloriser des cultures, des valeurs, des matières premières africaines (bissap, gingembre, beurre de Karité, etc.). Cette tendance peut se retrouver dans le reste de la population avec par exemple les entreprises écologiques ou la promotion de certains produits dits miracles (spirulines, etc) mais dans le cas des entrepreneurs de la diaspora africaine, cet aspect apparaît comme une constance prédominante et une nécessité politique de lutte contre le racisme. In fine, pour une majorité « d'afropreneurs » et d' « afropreneuses », l'entreprise à but social et/ou politique n'est pas une option, c'est le point de départ de leur projet entrepreneurial et une condition sine-qua-none de la crédibilité de leur business.

Identité et économie : des thématiques liées

La problématique de la loyauté se pose de façon taboue parce qu'une grande partie des jeunes entrepreneurs sont de nationalité belge et bien qu'ils aient un discours sur la valorisation de l'Afrique, dans les faits, pour des raisons de sécurité mais aussi d'*identité culturelle belge de fait*, ils ne s'engagent en Afrique qu'en gardant fermement un lien juridique et commercial avec l'Europe. D'ailleurs, certains mettent en avant leurs compétences interculturelles afin de mener des projets entre les continents. Seulement, dans les milieux belgo-africains, cette compétence est parfois remise en cause, surtout si

ces jeunes dès lors qualifiés de « bounty » sont nés en Belgique ou y sont arrivés en bas âge. Ils sont aussi accusés de ne s'intéresser à l'Afrique uniquement parce qu'ils vivent la discrimination raciale en Belgique. Un opportunisme tantôt encouragé, tantôt décrié. Cette tension interne montre à quel point les thématiques identitaires et raciales peuvent influencer et s'imbriquer aux enjeux économiques, mettant ainsi en exergue que l'enjeu central est l'auto-émancipation d'une frange de la population belge, exaspérée de dépendre d'un système qu'ils jugent structurellement raciste[13].

Envie d'en savoir plus sur cette question ?
Mireille-Tsheusi Robert a écrit une étude sur le sujet, intitulée « la couleur du risque : jeunes afro-descendant-e-s et entrepreneuriat ». Celle-ci est toujours disponible chez BePax, vous pouvez la commander en vous rendant sur notre site www.bepax.org dans l'onglet « Etudes et outils pédagogiques ».

---

[1] Not in Education, Employment or Training, en français : ni étudiant, ni employé, ni stagiaire.

[2] Un livre rapporte les résultats de cette recherche-action financée par le Ministère bruxellois de l'économie et de l'emploi : « La couleur du risque jeunes afro-descendant.e.s. et entrepreneuriat », Sarah Demart et Mireille-Tsheusi Robert, Etude BePax 2017.

[3] https://www.lesoir.be/145430/article/2018-03-15/discrimination-au-logement-la-priorite

[4] http://mrax.be/wp/desole-cest-deja-loue-pas-une-fatalite/

[5] « Des citoyens aux racines africaines: un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais » (Demart, Schoumaker, Godin, Adam, 2017)

https://www.kbs-frb.be/fr/Activities/Publications/2017/20171121_CF

[6] The épic of America, James Truslow Adams, 1931.

[7] C'est aussi le nom d'un projet français qui vise à motiver la diaspora à investir dans leurs pays d'origine. Chaque année, un grand meeting permet de « recruter des jeunes de la diaspora à fort potentiel, favoriser et d'accompagner le retour d'une classe de jeunes cadres africains compétents et expérimentés, d'accompagner des projets d'investissements des cadres de la diaspora partout en Afrique (pour) bâtir en toute confiance l'Afrique de demain ».

[8] c'est à dire un entrepreneur d'origine africaine.

[9] « AfroRacines » de Leticia Stanchi Pereira dos Santos, afro-brésilenne installée en Belgique (http://afroracines.wixsite.com/afroracines)

[10] Appellation péjorative, qui fait référence à une barre chocolatée fourrée de chaire de noix de coco. Comme cette collation, les personnes désignées sont dites « brune à l'extérieure, blanche à l'intérieur »

[11] https://www.jeuneafrique.com/387910/economie/start-up-documentaire-afropreneurs-dit-de-lentreprenariat-afrique/

[12] Mais des logiques similaires sont en œuvre en France aussi.

[13]https://www.levif.be/actualite/belgique/la-belgique-est-un-pays-structurellement-raciste/article-normal-84813.html

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120